



CLIO/START NETWORK

Évaluation de l'impact de la crise actuelle sur les ménages dans les secteurs de l'Eau potable, Assainissement et Hygiène (EPAH) et de la lutte contre le choléra

- Rapport de situation du 19 décembre 2019 -

Résumé

Pendant la crise, les secteurs EPAH et lutte contre le choléra ont été principalement touchés en termes d'accès physique aux zones d'intervention. Afin de préserver les acquis de l'année 2019, il sera essentiel que les acteurs œuvrant dans ces secteurs, ainsi que les communautés locales, aient accès au carburant et aux produits EPAH de manière régulière et à des prix raisonnables, et que les acteurs étatiques puissent préserver la qualité des opérations EPAH et lutte contre le choléra de manière autonome.

1. Contexte politique, économique, sécuritaire

Mis à part les manifestations du 18 novembre 2019, une période d'accalmie se poursuit depuis fin octobre, avec une diminution considérable de l'activité protestataire, du nombre d'incidents sécuritaires et une reprise progressive de l'activité économique et scolaire. La semaine du 9 au 16 décembre a été marquée par l'annonce du Président Jovenel Moïse qu'un nouveau gouvernement pourrait être mis en place avant la fin de l'année 2019 et la réitération qu'il ne démissionnera pas malgré les demandes de l'opposition et d'une partie de la société civile. Cette annonce est venue après la dernière mission diplomatique de la communauté internationale qui, par le biais notamment des États-Unis, a envoyé plusieurs délégations à Port-au-Prince pendant les dernières semaines, ayant comme objectif la fourniture d'un appui pour la sortie de la crise politique. De son côté, l'organisation de la société civile Ayiti Nou Vle A a publié un sondage d'opinion¹ dont le résultat indique que le manque de confiance dans le président actuel (55%) n'est surpassé que par le manque considérable de confiance dans l'opposition (90%), dû en grande partie à l'agressivité et la durée de la stratégie de bloquer le pays (« peyi lock »). Les élections parlementaires et locales de mi-octobre n'ayant pas eu lieu, le Président est attendu à commencer à gouverner par décret à partir du 13 janvier 2020. Ce déséquilibre entre les pouvoirs de l'état demeure inquiétant en particulier pour la société civile et le secteur privé, qui craignent des dérives autoritaires notamment suite à la décision unilatérale de l'Etat de reprendre la centrale électrique de Varreux le 21 novembre 2019. Auparavant gérée par la compagnie privée SogEner, ce changement d'administration a également engendré une diminution significative du nombre d'heures d'électricité disponibles à la population. Selon les zones, les médias notent que la plage horaire de la distribution du courant électrique n'est plus prévisible et que cela a un impact négatif sur les ménages et la production. La compagnie nationale Électricité d'Haïti (EdH) a cependant

¹ Sondaj Tranzisyon, Ayiti Nou Vle A, décembre 2019, https://www.ayitinouvlea.org/sondajtranzisyon

annoncé qu'avant la fin de l'année toutes les centrales fonctionneront de nouveau à plein régime.

2. Impact de la crise actuelle sur les secteurs de l'Eau potable, Assainissement et Hygiène (EPAH) et de la lutte contre le choléra

Pendant la crise, les secteurs de l'EPAH et de la lutte contre le choléra ont été principalement touchés en termes d'accès. Les ONG internationales travaillant dans ce domaine ont rapporté une réduction considérable de leur capacité opérationnelle au niveau national pendant la période du « peyi lock », avec des points de blocage notamment sur les routes nationales 1 et 2. Les ONG soulignent également les problèmes d'approvisionnement par voie routière des matériaux logistiques (médicaux et paramédicaux) entre leur base centrale à Port-au-Prince et leurs bases régionales, partiellement résolus par la mise en place des vols UNHAS pour le transport des personnes et du cargo, gratuits pour les ONG jusqu'en février 2020. En termes de carburant, les ONG ont dû augmenter leur capacité de stockage, ainsi qu'établir des relations de confiance avec les stations d'essence, ce qui a permis aux équipes logistiques d'acheter du carburant sur place, dès sa réception par le distributeur. Des alternatives maritimes ont été étudiées notamment par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), mais aucune solution n'a pas été retenue pour résoudre le problème du transport du carburant vers les provinces si un autre épisode de « peyi lock » se reproduit.

La capacité d'intervention des équipes mixtes ONG/EMIRA (équipes mobiles d'intervention rapide) a été sensiblement perturbée, avec une ONG internationale qui rapporte qu'entre août et novembre 2019 les équipes n'ont pas pu intervenir pendant 35 jours, y compris huit jours consécutifs entre le 4 et le 11 novembre. Pendant les jours où les interventions étaient possibles, elle ont été planifiées suivant un monitoring continu de la sécurité, ce qui a permis l'identification de fenêtres d'opportunité pour faire les équipes passer les blocages. Par contre, les équipes de relais communautaire ont pu se déplacer vers les foyers des cas suspects dans des délais raisonnables et assurer une intervention immédiate. Pour exemplifier, pour une ONG travaillant dans le Grand Nord, les délais moyens d'intervention des équipes ONG/EMIRA et relais communautaires étaient de 49,6% en moins de 24h, 36% en moins de 48h et 15% en plus de 48h. En termes de matériaux logistiques, les ONG se sont confrontées à des retards dans les processus d'acquisition dûs aux hausses de prix des produits entre les moments de la conception du budget, de la collecte des cotations et la finalisation de l'achat dûs au fait que les entreprises étaient fermées, qui ont accentué aussi les retards programmatiques. Pourtant, les résultats de ces efforts de maintien de la capacité d'intervention se voient notamment dans la réduction considérable (-82% par rapport à 2018) des cas de choléra suspects à travers le pays, avec aucun cas confirmé depuis le mois de février 2019.

En termes de prévisions pour 2020, la lutte contre le choléra aura à faire face à trois défis structurels, tels que la baisse des financements internationaux, le transfert de la responsabilité de la surveillance épidémiologique des équipes mixtes ONG/EMIRA uniquement vers les acteurs étatiques haïtiens, et le transfert de responsabilité de la prévention vers la population haïtienne, mais aussi à des défis contextuels tels que la continuité de la crise politique, économique et sécuritaire. De plus, l'identification de 1207 cas

suspects depuis février 2019² ayant des symptômes de diarrhée aigue, mais dont les analyses de laboratoire ont infirmé l'existence du vibrio cholerae, indiquent la présence d'autres maladies hydriques en Haïti en général, mais particulièrement dans les départements de l'Artibonite, du Centre, de l'Ouest et de la Grand'Anse³, qui nécessiteront à leur tour des réponses adaptées.

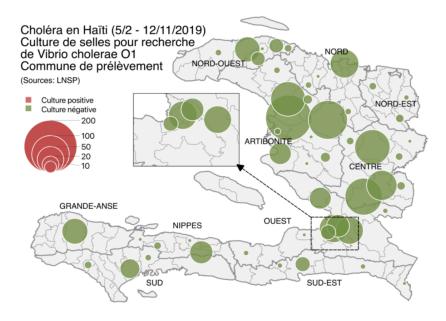


Fig 1. Distribution communale des résultats de cultures de selles pour recherche de Vibrio cholerae O1 en Haïti depuis le 5 février 2019. (Sources : LNSP)⁴

Dans un premier temps, d'un point de vu structurel, les financements faits par UNICEF, bailleur auparavant principal dans le secteur de l'EPAH et de la lutte contre le choléra, seront réduits de 65 % de 2019 à 2020, avec un impact direct sur au moins trois ONG internationales qui prévoient une réduction significative des opérations EPAH/choléra à partir d'avril 2020. Afin de continuer les interventions et assurer une permanence dans la veille choléra, ces ONG devraient donc désormais chercher des financements de la part de l'Union Européenne (ECHO), CERF (OCHA), ou bien le GAC (Canada), voire positionner la lutte contre le choléra comme partie intégrante de la gestion des risques et des désastres (GRD) ou l'associer à la lutte contre d'autres maladies. Ces dernières options entraîneront des enveloppes réduites de fonds disponibles puisqu'ils devraient être partagés avec les activités GRD traditionnelles, telles que celles liées à la mitigation des effets des catastrophes naturelles, ou avec d'autres maladies hydriques. De l'autre part, ces positionnements entraînent un changement de perspective et de message : la lutte contre le choléra baisse d'un cran en termes d'importance pour la communauté internationale.

Cette réduction de fonds aura une incidence sur les acteurs étatiques haïtiens qui devront amener eux-mêmes la lutte autour de la triade détection, confirmation, et réponse. Le rapport

² « Rapport du Soutien épidémiologique à la stratégie UNICEF de lutte contre le choléra en Haïti, Mission du 10 au 15 novembre 2019 », Prof Renaud PIARROUX de l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris (APHP) et Dr Stanislas REBAUDET de l'Assistance Publique Hôpitaux de Marseille (APHM)

³ Idem.

⁴ Ibid, page 4.

du professeur Piarroux recommande « de faire porter les efforts sur le renforcement de la surveillance épidémiologique et de la capacité des laboratoires à confirmer/infirmer très rapidement tout cas suspect de choléra »⁵.

Également, la population à risque, qui a déjà bénéficié de nombreuses séances de sensibilisation dans la prévention de la contamination avec le choléra, devrait surmonter ellemême des défis posés par la crise afin de sauvegarder les acquis de la dernière année. Selon une analyse de marché menée par l'ONG internationale ACTED⁶ dans trois villes⁷ de la Grand'Anse et le Sud en octobre 2019, même si les besoins en produits EPAH⁸ de la population sont satisfaits par la présence de ces derniers sur les marchés (même en faible quantité), la rareté du carburant et sa vente sur le marché noir à des prix supérieurs ont un effet direct sur les prix des produits EPAH. Ainsi, la rareté du carburant, couplée avec l'inflation et les quantités faibles, ont causé une hausse des prix des produits EPAH d'entre 17% et 41%, selon la ville, depuis août 2019. De plus, selon une étude Konbit pou Ranfòse Aksyon Lakay (KORAL)9, réalisée en novembre 2019 dans le Sud, dans les milieux urbains les tensions empêchent aux autorités des mairies de collecter les déchets à temps, tandis que 50% des répondeurs ont déclaré avoir bouilli de l'eau avant consommation et avoir recouru à des feuilles amères de plantes pour les bains comme mesures d'adaptation pour combattre la déshydratation, et respectivement pour la prévention des infections cutanées et des organes reproductifs - le tout à cause de l'indisponibilité de l'eau traitée en provenance de la capitale.

Ces signes de pénurie pourraient affecter de manière accablante les infrastructures sanitaires, communautaires et pénitentiaires au niveau national, avec des effets qui ne seraient que aggravés par l'irrégularité et l'imprévisibilité des problèmes d'accès physique à ces institutions. Cependant, plus d'études ciblées sur ces questions sont nécessaires afin de mieux quantifier l'impact.

Conclusions et recommandations

Les tendances identifiées montrent qu'en termes de programmation EPAH et lutte contre le choléra, un dernier effort est nécessaire afin de ne pas permettre à la crise économique et sécuritaire, et à la rareté du carburant, de mettre en péril les succès de l'année 2019. Si pendant la crise les équipes ont pu intervenir dans des délais raisonnables pour identifier, isoler, et traiter les potentiels nouveaux cas de choléra, avec moins de moyens et de financements pendant l'année 2020, les acteurs étatiques et les communautés locales devront intensifier leurs efforts à elles dans la prévention de la propagation de la maladie, ainsi que pour assurer un accès régulier à l'eau potable, l'assainissement, et l'hygiène. Pour arriver à cela, trois conditions doivent être encore obligatoirement remplies, surtout pendant des éventuels nouveaux épisodes de « peyi lock »: (1) garantir l'accès physique aux zones géographiques encore à risque de choléra, (2) faciliter l'accès au carburant et aux produits

⁵ Ibid, page 34.

^{6 «} Analyse rapide de marche sur les départements de la Grande Anse et du Sud (Haïti) », ACTED, octobre 2019, https://fscluster.org/sites/default/files/documents/factsheet_eval_disponibilite_produits_alimentaires_-marches_ga_sud_acted_oct2019.pdf

⁷ Jérémie, les Cayes, Anse d'Hainault

⁸ Produits EPAH : eau non traitée, eau traitée, savon de toilette, savon de lessive, dentifrice, brosse à dent, papier toilette, chlore liquide, serviette hygiénique.

⁹ « Rapport d'évaluation de la situation et des besoins des ménages dans le Sud d'Haïti », KORAL, novembre 2019

EPAH, et cela à des prix raisonnables, et (3) garder un minimum de financement destiné exclusivement à la veille contre le choléra.

Note méthodologique

Ces rapports de situation sont le fruit d'une évaluation lancée par le CLIO (le Cadre de Liaison Inter-Organisations en Haïti), lors d'une initiative Start Network, qui vise à apporter une réponse à la question fondamentale suivante : est-ce que derrière la crise politique, économique et sécuritaire qui traverse en ce moment Haïti se développe-t-il une crise humanitaire ? Cette réponse sera tirée de l'analyse de l'impact de la crise sur les ménages à travers une consolidation des besoins, le dégagement des tendances, et l'identification des besoins humanitaires prioritaires, afin de proposer des options de réponse contextualisées. Ainsi, un ensemble d'acteurs nationaux et internationaux, opérant dans les milieux gouvernemental, non-gouvernemental, communautaire international et privé, ont été contactés. Leurs analyses et études ont été intégrées dans ces rapports de situation, dont chacun se concentrera sur un secteur d'intervention (eau, hygiène et assainissement, et lutte contre le choléra; sécurité alimentaire; sécurité et accès; éducation; santé; moyens existence et protection). Un rapport multisectoriel consolidé avec des analyses croisées et transversales constituera l'aboutissement de cette évaluation menée sur 45 jours.

Pour plus de renseignements, veuillez contacter Leyla Mutiu à eval.crise@solidarites-haiti.org